

## « La LGV n'est pas crédible » : les maires de Bordeaux, Bayonne et Irún appellent à moderniser la ligne existante

Lecture 3 min

[Accueil](#) [Sud Ouest Éco Lgv](#)



L'enjeu selon Alain Rousset est aussi d'avoir deux lignes, ancienne et nouvelle : l'une pour les TGV et augmenter la capacité des rails pour le fret ou les RER métropolitains, à Bordeaux (photo) ou au Pays basque. © Crédit photo : Illustration Laurent Theillet / « SUD OUEST »

Par Adrien Vergnolle, Gaëlle Tournier et Fabien Jans  
Publié le 03/01/2023 à 22h13

Mis à jour le 04/01/2023 à 9h15

Dans un communiqué commun inédit, Pierre Hurmic, Jean-René Etchegaray et José-Antonio Santano demandent une étude pour moderniser la voie ferrée entre Espagne et Nouvelle-Aquitaine, une « alternative » à la LGV

Bordeaux, Bayonne, Irún, même combat. Pierre Hurmic (EELV) et Jean-René Etchegaray (UDI), les maires des deux villes françaises emblématiques du Sud-Ouest, cosignent un communiqué avec José-Antonio Santano, leur homologue d'Irún, à la frontière espagnole. Ils y déplorent l'état du réseau ferré côté français, quand le « Y Basque » – la LGV espagnole qui relie Vitoria et Bilbao à Saint-Sébastien puis, donc, Irún – sera terminé et arrivera à la frontière en 2027. Là, la ligne se trouvera « sans perspective de raccordement à une ligne modernisée côté français », écrivent les trois maires dans cet « appel » aux « forces politiques, économiques, sociales et citoyennes », pour porter une « alternative » (1) : la modernisation de la voie, sans attendre la LGV Bordeaux-Dax (après 2030) et encore moins la section Dax-Irún, prévue à l'horizon des années... 2040.

« À ce jour, le projet dit LGV/GPSO, présenté comme la seule perspective, n'est pas crédible, car la prolongation vers l'Espagne n'est ni programmée, ni finançable », écrit ce nouveau front basco-bordelais. Le texte défend « une solution pragmatique, moins onéreuse, plus sobre, plus rapide à réaliser » : la modernisation des voies existantes, pour faire rouler des TGV à 220 km/h (entre Dax et Bayonne, les trains roulent à 140 km/h, et 90 environ entre Bayonne et Hendaye).

## « On ne peut plus attendre »

« Cet appel n'est pas une position pour ou contre la LGV »

Les maires demandent « rapidement » une nouvelle étude de faisabilité, pour actualiser un coût, un calendrier, la faisabilité technique, les temps de trajet, les coûts et l'impact environnemental – le tout via « un cabinet indépendant ». Un débat qui semblait enterré par la Région, l'État et la SNCF : la modernisation serait à peine moins coûteuse que la ligne nouvelle, poserait plus de soucis (il faut dérouter le trafic actuel, le temps des travaux, par exemple) pour moins de capacité au final quand l'enjeu est de réduire la pression routière. « Avec des textes comme ça... Le risque, c'est que la LGV n'aille qu'à Toulouse et même pas à Dax », s'agace Alain Rousset, le président de la Région (lire par ailleurs).

Sur le même sujet



[La LGV en Nouvelle-Aquitaine : « Il est urgent d'arrêter ce projet insensé », estime le maire écologiste de Bordeaux, Pierre Hurmic](#)

Pierre Hurmic, le maire écologiste de Bordeaux, s'oppose au Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO), et lui préfère les trains du quotidien et une liaison ferroviaire vers l'Espagne sur les équipements existants. Il lance un appel pour fédérer les opposants

« Cet appel n'est pas une position pour ou contre la LGV », modère Jean-René Etchegaray, pourtant clair opposant au projet. Il voit arriver le « Y basque » et « nous ne sommes absolument pas prêts pour recevoir ce projet : on ne peut pas attendre ». Au sud de la Bidasoa, c'est aussi un sentiment d'urgence qui prédomine : José-Antonio Santano a reçu en décembre la ministre espagnole des Transports, Raquel Sánchez, pour une présentation du vaste projet « Via Irún », qui s'articule autour de la construction d'une gare internationale : « Une véritable révolution urbaine, au cœur de la cité », dit le maire espagnol de ce projet à 70 millions d'euros, qui aurait du mal à se passer d'une « bonne connexion vers le nord ».

« Au mieux, la ligne s'arrêtera à Dax. À 91 kilomètres de la frontière. Et tout le monde sait que la LGV ne traversera jamais le Pays basque »

« On a longtemps fait croire aux Espagnols que la LGV arriverait au même moment », résume Pierre Hurmic. Résultat : « Les temps de trajet sont plus longs qu'il y a dix ans, on a laissé cette ligne se détériorer. Il faut trouver une solution. » Le maire de Bordeaux, Basque de Saint-Palais, avait déjà lancé [un « appel » contre la LGV, dans « Sud Ouest » en octobre 2021](#). Il a essayé de convaincre, en octobre, au Parlement européen : « Ce projet n'est pas européen : au mieux, la ligne s'arrêtera à Dax. À 91 kilomètres de la frontière. Et tout le monde sait que la LGV ne traversera jamais le Pays basque. » En décembre, au ministre des Transports Clément Beaune, Hurmic a fait remarquer que « beaucoup d'élus du Sud-Ouest sont hostiles à la LGV ». Il le redira bientôt à la Première ministre Élisabeth Borne.

Rousset : « Il faut une deuxième ligne »

« Il n'y a pas d'incompatibilité entre l'amélioration de la voie existante et une deuxième ligne LGV », explique Alain Rousset, le président de la Région, « étonné » par le texte des maires basques et bordelais. Mais pas question de promouvoir l'une sans l'autre. Il rappelle que la Région « investit déjà beaucoup » sur la ligne historique (travaux de rénovations, 3e rail pour l'interopérabilité des rames espagnoles et françaises, réhabilitation des gares de Bayonne et d'Hendaye, etc.), l'État aussi, et redit que l'enjeu est aussi d'avoir ces deux lignes, ancienne et nouvelle : l'une pour les TGV et augmenter la capacité des rails pour le fret ou les RER métropolitains, à Bordeaux ou au Pays basque (une étude est lancée pour un « RER basque », pour des TER mieux cadencés entre Dax et Hendaye) et garantir une « coexistence » entre TER et TGV. « Les voies existantes sont destinées à être saturées, c'est pour cela qu'il faut une deuxième ligne », insiste Rousset. « La refuser, c'est refuser l'avenir. Ou alors, c'est qu'on veut empêcher des déplacements. »

*(1) Pour participer, une adresse mail est ouverte : [appel.bordeauxbayonneirun@gmail.com](mailto:appel.bordeauxbayonneirun@gmail.com)*